

Pour sortir de la crise, **NON** à l'austérité !

OUI aux services publics à la croissance et à l'emploi

Aujourd'hui, au prétexte d'une dette publique qui hypothéquerait l'avenir des futures générations (nos enfants et petits enfants), il faudrait impérativement imposer l'austérité dans tout le pays et dans toute l'Europe : pour diminuer les dépenses publiques, c'est tout un arsenal de réformes libérales que le gouvernement FILLON met en place pour arriver à ses fins.

Réformes de l'État, de l'hôpital, des universités, du service public de l'emploi, le livre blanc de la Défense, libéralisation de la poste et des télécommunications, de l'énergie, du transport ferroviaire, réforme des administrations territoriales de l'État, réforme des collectivités locales etc. qui provoquent le profond mal-être des agents publics (fonctionnaires ou contractuels) et de tous les salariés du secteur privé qui exercent une mission de service public.

L'austérité injuste et inefficace

Les mesures d'austérité annoncées (augmentation de la TVA, des taxes pour les mutuelles, instauration d'un jour de carence pour les fonctionnaires en maladie, suppressions d'emplois publics et diminutions des budgets des services publics) sont profondément injustes et seront inefficaces comme les mesures précédentes.

C'est encore les riches qui sont épargnés et les couches populaires qui sont les plus touchées.

De l'argent il y en a !

Si la croissance de la dette a été régulière depuis la fin des années 1970, une nette accélération est perceptible : d'abord en 2003 puis en 2007 résultat des très fortes baisses d'impôts et notamment le « paquet fiscal Sarkozy », ensuite à partir de 2008 avec la crise et le choix d'aider les banques et les grands groupes.

Pour s'attaquer aux racines de la crise, il faut aller puiser dans les richesses accumulées par ceux qui bénéficient :

- ↳ Niches fiscales : 35 Md € ce qui représente 14% de recettes fiscales nettes de l'État
- ↳ Niches sociales : 66 Md € ce qui représente 15% des recettes de la sécurité sociale

En 2009, les salaires moyens des 50 patrons français les mieux payés atteignaient 3,06 millions € soit 1900 fois le smic et 928 000 € pour les présidents des conseils d'administration des entreprises du CAC 40.

Cette même année, les profits dégagés par ces entreprises s'élevaient à 47 milliards dont 36 ont été versés en dividendes aux actionnaires.

L'austérité pour les salariés et prospérité pour les actionnaires, ça suffit !

Lutter contre toutes ces injustices et inégalités sociales, c'est exiger une autre répartition des richesses. D'autres choix sont nécessaires et possibles avec au centre des services publics de qualité.

Le 30 novembre 2011, la Fédération Européenne des Services Publics qui regroupe 275 syndicats et 8 millions de travailleurs des Services Publics organise une action européenne conjointe dans toute l'Europe contre l'austérité et pour des services publics de qualité.

En Gironde, l'UD CGT appelle les syndicats et sections syndicales à envoyer des délégations au:

**Rassemblement
Place de la Bourse à Bordeaux
de 11H30 à 13H00.**

Nous irons jusqu'à la Banque de France porter des motions exigeant un pôle public financier pour améliorer les Services Publics, stopper les privatisations et augmenter les salaires.